L'invasion de la Tchécoslovaquie par le bloc de l'Est

(VOIR DEBUT EN PREMIERE PAGE.)

Le même argument qu'à Budapest, en 1956

Pour justifier ce coup de force, dont il avait informé, dans la nuit, les principales capitales du monde, le gouvernement soviétique, par le truchement de l'agence Tass, a annoncé, utilisant le même argument qu'à Budapest, il y a moins de douze ans, que des dirigeants du parti et du gouvernement de Prague avaient demandé à l'U. R. S. S. et à ses alliés du pacte de Varsovie, « de fournir une aide urgente au peuple frère tchécoslovaque, y compris une aide militaire. Cette requête était rendue nécessaire « par la menace qui a surgi contre le système socialiste existant en Tchécoslovaquie, provenant des forces contre-révolutionnaires en collusion avec des forces étrangères hostiles au socialisme... qui constitue en même temps une menace contre la paix en Europe ».

Mais plus de 15 heures après le début de l'invasion, les noms des dirigeants ayant sollicité cette intervention n'étaient toujours pas mentionnés et il n'était pas, non plus, annoncé quel serait le « quisling » mis à la place de M. Alexandre Dubcek.

Les membres du præsidium de l'Assemblée nationale ont, dans une déclaration diffusée par Radio-Prague et adressée aux chefs de gouvernement et aux Parlements des cinq pays du pacte de Varsovie, dénoncé l'invasion du territoire tchèque et réclamé le retrait immédiat des troupes.

Graduellement, les stations de radio tchécoslovaques ont cessé d'émettre. Sauf Radio-Prague, dont un commentateur a demandé à la population de vaquer à ses occupations normales et de conserver son calme.

Puis, ce fut le tour des communications téléphoniques et à la fin de la nuit, les frontières avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie étaient progressivement fermées, sauf pour les touristes quittant la Tchécoslovaquie.

Les forces en présence

Washington, 21 août (A. P.).

De l'avis des autorités militaires américaines, l'armée tchécoslovaque, qui compte 175.000 hommes, se suiciderait si elle tentait de résister à l'intervention de l'Union soviétique et de ses alliés. L'armée soviétique dispose de quelque 20 divisions en Allemagne de l'Est, de quatre autres en Hongrie et de deux autres en Pologne, soit à peu près 260.000 hommes. Les Soviétiques ont également 900 avions tactiques en Allemagne de l'Est seulement. Les forces est-allemandes se montent à 85.000 hommes et celles de Pologne à 185.000 hommes. Les forces aériennes tchécoslovaques s'élèvent à 600 chasseurs, pour la plupart d'anciens modèles de « Migs ».

Selon *Statesman's Yearbook*, publication britannique, les forces soviétiques s'élevaient, en 1966, à 140 divisions, dont 70 prêtes au combat, soit environ deux millions d'hommes. La force aérienne soviétique est composée de plus de 500.000 hommes qui disposent de 11.000 appareils d'intervention immédiate.

Signalons par ailleurs que les forces américaines d'Allemagne sont, avec 200.000 hommes, à leur niveau le plus bas depuis la crise de Berlin. La guerre du Vietnam (qui occupe 543.000 hommes) et la situation de la balance américaine des paiements sont évidemment à l'origine de ces réductions d'effectifs. De nouvelles troupes devaient d'ailleurs être retirées le 30 septembre.

La tension monte à Prague

Avec le jour, la tension montait dans la capitale tchèque où des avions déchargeaient des chars, des troupes et du matériel, tandis que des appareils d'observation survolaient la ville. Les chars, marqués d'une croix blanche, ont commencé à faire leur apparition dans les rues de la ville et ont immédiatement entouré le siège du P.C. tchécoslovaque, où étaient réunis les membres du présidium.

rations de soutien à M. Dubcek et un appel du président Svoboda à la population, conseillant la prudence et le calme.

Au fur et à mesure que le temps passait, le commentateur de Radio-Prague diffusait des déclarations des comités régionaux exprimant leur soutien au présidium, tandis que *Rude Pravo*, l'organe du parti, distribuait une édition spéciale soutenant le gouvernement Dubcek.

Les bâtiments de Radio-Prague pris d'assaut

Les troupes soviétiques durent prendre d'assaut le bâtiment de Radio-Prague. Des coups de feu furent tirés et les difficultés qu'elles ont rencontrées pour s'emparer de la station démontrent que les troupes d'invasion n'ont pas bénéficié d'un appui de la part de la population. Au cours d'une violente fusillade, deux personnes ont été tuées et vingt-cinq blessées.

Par la suite, un commentateur a annoncé sur un émetteur clandestin que les soldats soviétiques avaient fait irruption dans la station, avaient arraché tous les fils des installations et bouclé toutes les issues.

Trois chars soviétiques ont été incendiés près de l'immeuble de la radio et les incidents furent violents. En voici une description donnée par l'agence C.T.K. :

« Entre 11 heures et 11 h 30, une dizaine d'ambulances sont arrivées devant le bâtiment, où un char soviétique était en flammes. Des soldats s'efforçaient d'éteindre le feu avec des vêtements donnés par des civils.

» Juste auparavant, les troupes soviétiques avaient ouvert le feu avec des armes légères pendant une période de cinq minutes... Dans l'une des rues latérales proches de l'immeuble de la radio, un jeune homme a été atteint d'une balle dans le dos...

» A 12 h 20, on apercevait par la fenêtre de l'agence C.T.K. un char incendié. Par la suite, la fusillade augmenta d'intensité, ponctuée de coups de canon, apparemment tirés par un char. Place Wenceslas, plusieurs Tchèques tentèrent de s'opposer à la progression des chars soviétiques en direction de l'immeuble de la radio d'Etat, faisant un rempart de leur corps. Les troupes d'occupation, pénétrant dans le bâtiment, Radio-Prague a annoncé qu'il cessait d'émettre, après avoir diffusé l'hymne national. »

Pas d'actes irresponsables

Pourtant en dépit des appels au calme qui ont été diffusés, la tension continuait de monter. Des Pragois auraient tenté, place Wenceslas, d'arrêter avec leur corps, la progression des tanks se dirigeant vers la Radio.

La radio a, d'autre part, démenti que des membres du gouvernement aient demandé l'intervention des forces soviétiques et a demandé aux députés de l'Assemblée nationale de se rendre dans la capitale pour une réunion urgente. Une déclaration de M. Aloïs Polednak, membre du présidium du Parlement, a été diffusée sur les ondes, affirmant : « Dans l'histoire de notre pays, nous ne nous souvenons que d'un jour semblable, celui du 15 mars 1939, lorsque des troupes nazies ont envahi la Tchécoslovaquie. »

De son côté, la télévision tchécoslovaque, qui a exprimé son appui à M. Dubcek, a diffusé une déclaration du président Ludvik Svoboda, appelant la population à rester prudente et absolument calme. « Ne permettez pas que des actes irresponsables se produisent, a-t-il dit. Attendez les décisions des organismes constitutionnels de la République avec la même dignité et discipline dont vous avez fait preuve au cours des derniers jours. »

Manifestation de protestation

A midi, toutes les voitures de Prague ont bloqué leur klaxon, pour manifester contre l'entrée des troupes soviétiques. Debout, figés dans un garde à vous impressionnant les Praguois ont respecté deux minutes d'arrêt de toute activité demandées dans la matinée par les écrivains et les journalistes. Hommes, enfants, jeunes ou vieux, certains pleurant, regardent passer, les lèvres serrées, les colonnes de blindés des « pays frères », dont le vacarme couvre même les sirènes de la ville.

Les ponts de la Moldau étient gardés par des blindés soviétiques et pendant un temps les troupes d'occupation n'ont autorisé personne à traverser le fleuve.

Sur le pont Charles, un monument historique datant du XIII° siècle, on lit, écrit en anglais, russe, allemand et français : « Russes, rentrez chez vous ».

Des automobilistes et cyclomotoristes avaient accroché l'emblème national tchécoslovaque à leurs véhicules.

« C'est exactement comme en 1939 », a observé un passant.

Selon l'agence C.T.K., des blindés ont pris place autour du ministère des Affaires étrangères, où toute activité a cessé. La rédaction et l'imprimerie de *Rude Pravo*, l'organe du P.C. tchécoslovaque, ont été également occupées.

Des troupes de cinq nations du Pacte de Varsovie occupent l'aéroport de Prague, où tout trafic civil est suspendu.

Se prétendant appelé par « des » dirigeants de Prague

Moscou justifie son action

« Les troupes soviétiques et alliées quitteront la Tchécoslovaquie dès que la menace sera éloignée »

Moscou, 21 août (A.F.P.)

L'agence Tass annonce qu'elle est autorisée à faire la déclaration suivante :

« Des hommes d'Etat et du parti communiste tchécoslovaque ont demandé à l'U. R. S. S. et aux autres Etats alliés de venir en aide au peuple tchécoslovaque frère, en lui apportant une aide militaire.

» Cet appel a été suscité par la menace de la part des forces contre-révolutionnaires, agissant en accord avec des forces ennemies du socialisme contre le régime socialiste existant en Tchécoslovaquie instauré par la Constitution.

» Les événements de Tchécoslovaquie ont donné lieu à plusieurs reprises à des échanges de vues des dirigeants des pays socialistes frères, y compris les dirigeants tchécoslovaques. Ces pays sont unanimes à considérer que le soutien, le renforcement et la défense des acquisitions du socialisme sont un devoir international de tous les pays socialistes.

» Cette position commune des pays socialistes, poursuit la déclaration, a été solennellement proclamée dans la déclaration de Bratislava.

» La recrudescence de la tension en Tchécoslovaquie concerne les intérêts vitaux de l'U. R. S. S. et des autres pays de la communauté socialiste, les intérêts de la sécurité de la communauté socialiste. La menace au régime socialiste en Tchécoslovaquie représente en même temps une menace contre les fondations mêmes de la paix en Europe.

» Les troupes soviétiques et alliées quitteront la Tchécoslovaquie dès que sera éloignée la menace contre les acquisitions du socialisme et la sécurité des pays socialistes.

» Le gouvernement soviétique et les gouvernements des pays alliés — République populaire de Bulgarie, République populaire de Hongrie, République démocratique allemande et République populaire de Pologne — conformément au principe de l'amitié inébranlable et de la coopération ainsi qu'aux obligations découlant des traités établis, ont décidé d'accéder à la demande d'aide urgente au peuple tchécoslovaque, ajoute l'agence Tass.

» Cette déclaration est pleinement conforme au droit des Etats à la défense individuelle et collective, préconisée dans les traités d'alliance, conclus entre pays frères socialistes. Elle répond aussi aux intérêts vitaux de nos pays pour la défense de la paix en Europe contre les forces du militarisme, de l'agression et de la revanche qui ont plus d'une fois provoqué les guerres entre les peuples.

» Des unités militaires soviétiques accompagnées d'unités des pays alliés cités sont entrées le 21 août en territoire tchécoslovaque. Elles le quitteront aussitôt que seront écartées les menaces dirigées contre les acquisitions du socialisme en Tchécoslovaquie, contre la sécurité de la communauté socialiste et quand les pouvoirs légaux considéreront que la présence de ces troupes n'y est plus nécessaire.

» Cette action n'est pas dirigée contre un Etat quelconque et ne sape d'aucune façon les intérêts d'Etat de qui que ce soit. Elle sert la cause de la paix et est dictée par le souci du renforcement de la paix.

» Les pays frères se dressent fermement et énergiquement contre toute menace de l'extérieur. Il ne sera jamais permis à qui que ce soit d'arracher un chaînon de la communauté socialiste. »

Tension et perplexité de « l'homme de la rue » à Moscou

Moscou, 21 août, (A.P.)

Tension et perplexité, c'est ainsi que l'on peut décrire l'atmosphère à Moscou, décrite par un correspondant de l'Associated Press, où la plupart des gens ont appris la nouvelle de l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie à leur réveil en écoutant la radio.

La « Pravda » a été mise en vente plus tard que d'habitude et il y avait des queues devant les kiosques.

Pour beaucoup de Moscovites, ce fut manifestement une surprise. J'ai demandé au hasard à des passants ce qu'ils en pensaient. Certains évitaient de répondre. D'autres ne cachaient pas leur étonnement.

Les Moscovites paraissent hésiter à dire le fond de leur pensée à des étrangers. La plupart de ceux que j'ai interrogés se bornent à hausser les épaules sans rien dire. Pour le reste, la vie continue à son rythme normal dans le quartier du Kremlin.

Les démissions de MM. Kossyguine et Gretchko démenties

Moscou, 21 août, (A.P.)

Le ministère des Affaires étrangères soviétique a catégoriquement démenti les informations en provenance de Tchécoslovaquie, d'après lesquelles M. Alexei Kossyguine, président du Conseil, et le maréchal Andrei Gretchko, ont démissionné en signe de protestation contre l'intervention militaire à Prague.

« Je ne puis dire que c'est une provocation », a déclaré un porte-parole, qui avait été interrogé par un journaliste.

« C'est une absurdité qui ne devait pas être propagée », a ajouté un autre porte-parole.

Ces démissions avaient été annoncées par la radio de Prague et par celle de Pilsen.

La radio de Prague a interrompu à onze heures cinquante, la lecture de nombreux télégrammes de soutien au gouvernement tchécoslovaque et au secrétaire général du P. C. tchécoslovaque Dubcek, pour annoncer sans autre commentaire que Kossyguine et le maréchal Gretchko avaient donné leur démission.

La speakerine de Radio-Prague a annoncé cette information comme une « bonne nouvelle ».

Une autre speakerine a ensuite répété cette nouvelle en russe, à l'intention des soldats de l'Armée Rouge.

M. Ceausescu : « Une grave erreur et un danger pour la paix en Europe »

Le chef de l'Etat roumain annonce la création de « gardes » d'ouvriers et d'intellectuels pour la défense de la liberté et de l'indépendance

Vienne, 21 août (A.P.).

M. Nicolae Ceausescu, chef de l'Etat roumain, a déclaré mercredi, après une réunion au siège du P.C. à Bucarest, que « cette action (l'invasion de la Tchécoslovaquie) constitue une grave erreur et un sérieux danger pour la paix en Europe et pour le socialisme dans le monde ».

S'adressant à une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes rassemblées devant le siège du P.C., M. Ceausescu, qui était accompagné des membres du gouvernement, du Parlement et de la direction du parti, s'est exclamé : « Il est incompréhensible qu'un Etat socialiste puisse empiéter sur la liberté et la souveraineté d'un autre Etat socialiste.

» Il n'y a pas de justification qu'elle qu'elle soit, et aucun motif n'est acceptable quand on en arrive à l'intervention militaire dans les affaires internes d'un autre Etat.

» Des méthodes doivent être trouvées pour mettre un terme, une fois pour toutes, aux interférences dans les affaires intérieures des autres partis. »

M. Ceausescu, qui a été à de nombreuses reprises interrompu par les cris d'approbation de la foule, a annoncé que jeudi des mesures seraient proposées au Parlement réuni en session plénière. Elles traiteront des relations entre les pays socialistes.

M. Ceausescu a d'autre part annoncé à partir de ce mercredi la constitution de gardes d'ouvriers et d'intellectuels pour la défense de la liberté et de l'indépendance du pays, ses réalisations et la sauvegarde de la construction pacifique du communisme.

TENSION GRAVE dans les rues de Prague

Malgré les rafales de mitraillettes, la foule stationne près des immeubles cernés par les blindés russes

Prague, 21 août (A. F. P.).

La tension était grande, mercredi, aux abords de l'immeuble de la radio de Prague, cerné, comme le comité central et le palais Hradcany, par des blindés soviétiques.

A cinq ou six reprises, les soldats ont tiré des rafales de mitraillettes vers les murs et les fenêtres de l'immeuble et des maisons avoisinantes, mais ce roulement assourdissant n'a pas encore réussi à disperser les centaines de Pragois massés devant le bâtiment, derrière des barrages de camions et de bulldozers. Une barricade a même été édifiée par des jeunes gens. Seules les rafales d'armes ont pu couvrir la clameur des sifflets, des injures comme « Gestapo », ou des « Vive Dubcek ». Les blindés, après avoir vainement tenté de forcer un barrage, en défonçant une voiture, ont amorcé un mouvement tournant et les Praguois craignent qu'ils n'investissent totalement « leur radio ».

Par une porte détournée, derrière l'immeuble, de temps à autre, des groupes de militaires casqués descendent la rue, tirant en l'air des coups de semonces sous l'œil impassible de la vingtaine de policiers tchécoslovaques qui gardent la radio.

Les trottoirs qui bordent l'immeuble de la radio et les maisons voisines sont jonchés de morceaux de plâtre et de ciment. Les caténaires des tramways sont sectionnés par les balles, et traînent par terre. Mais les Pragois sont toujours là, et ne semblent pas avoir peur.

Les rues de la capitale sont très animées. De nombreux groupes discutent à chaque carrefour, personne ne comprend cette intervention — la stupeur est peinte sur tous les visages. Les passants, qui se rassemblent sur l'avenue Wenceslas, comme ceux qui font la queue devant les magasins, ou même les cuisiniers des grands hôtels, sur le pas de leur porte, coiffés de leurs hauts chapeaux, gardent un calme impressionnant. Mais sur de nombreux visages, des larmes coulent. Sur la place Wenceslas, les Champs-Elysées de Prague, où l'on s'arrache les éditions spéciales des journaux, distribués gratuitement, plusieurs centaines de personnes sont rassemblées, tandis qu'à 8 h 45, de nouveaux coups de feu éclatent, dans une rue voisine, où se trouve l'immeuble de la radio.

Personne ne semble avoir l'intention de résister. Mais quand, au petit matin, un officier soviétique s'est présenté devant les grilles du château qui domine Prague, baignée de brume, des injures, lancées même par des policiers en fonction, ont été adressées au chauffeur tchécoslovaque de l'officier. Seuls les jeunes ne semblent pas résignés. Ils sillonnent les artères de la capitale, à bord de camions, agitant des drapeaux bleu, blanc, rouge, injuriant chaque convoi de blindés étranger. Ce sont eux qui ont dit au correspondant de l'A. F. P., que trois de leurs amis avaient été atteints par des coups de feu tirés mercredi matin.

Défilé funèbre

Au cours de l'après-midi, 1.000 jeunes gens ont marché, avenue de la République à Prague, lentement derrière un drapeau taché du sang d'un de leurs camarades, âgé de 22 ans, tué le matin devant l'immeuble de la radio. Ce drapeau, ainsi que le casque de la jeune victime, étaient portés par quatre jeunes gens. Derrière eux, 20 drapeaux blanc-bleu-rouges alignés précédaient un cortège de jeunes gens chantant alternativement l'hymne national tchèque et l'Internationale.

Le défilé, où l'on remarquait aussi des drapeaux noirs, s'arrêtait à intervalles réguliers devant les blindés soviétiques en stationnement, entonnant d'une voix sévère le chant des martyrs. Les jeunes gens se sont ensuite dirigés vers la place de la Vieille Ville. Des jeunes militaires tchécoslovaques, et un camion sur lequel sont peints les slogans « liberté, paix », en français, « pace » en italien, « peace » en anglais se sont joints à eux.

LONDRES :

« C'est une tragédie »

Londres, 21 août (A. P.).

Voici le texte de la déclaration gouvernementale publiée au 10, Downing Street, à propos de l'invasion de la Tchécoslovaquie :

« C'est une tragédie, non seulement pour la Tchécoslovaquie, mais pour l'Europe et le monde entier. Le gouvernement de Sa Majesté considère l'initiative prise par le gouvernement soviétique et certains de ses alliés en envahissant la Tchécoslovaquie comme une violation flagrante de la charte des Nations Unies et de tous les principes acceptés dans les relations internationales.

» Cette initiative est également en contradiction catégorique avec les déclarations souvent répétées du gouvernement soviétique au sujet de la non-ingérence dans les droits souverains des Etats indépendants. »

L'armée autrichienne mise en état d'alerte

Vienne, 21 août (A.P.).

L'armée autrichienne a été mise en état d'alerte pour protéger la frontière avec la Tchécoslovaquie et pour accueillir un éventuel flot de réfugiés.

Le ministère de la Défense a déclaré que cette mesure était conforme à la loi sur la neutralité autrichienne.

Par ailleurs, deux « cocktails Molotov » ont été lancés contre la grille de l'ambassade soviétique.

La police arrêté sur les lieux un jeune Viennois.

Un triomphe de l'obscurantisme

(VOIR DEBUT EN PREMIERE PAGE.)

A Moscou aussi, tout semble voué à se dérouler conformément aux prévisions. On aura une fois de plus recours à un vocabulaire digne des popes et des tsars pour réprimer, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières soviétiques, ceux qui tendent d'humaniser un régime fondé aujourd'hui sur l'intolérance, la bigoterie et la peur, comme celui qu'il a supplanté en 1917. Pour ce qui concerne l'extérieur de ces frontières, le combat est déjà perdu. Sans parler des pays d'Europe orientale, où la situation à ce sujet est parfaitement claire, jamais dans le monde, le prestige du « socialisme à la soviétique » n'a été aussi bas. Il suffisait pour s'en convaincre une fois pour toutes d'avoir observé en mai dernier à Paris l'attitude de ceux qui se réclamaient de la « révolution ».

Dans un délai plus ou moins proche, il apparaît qu'à l'intérieur même des frontières de l'U.R.S.S., le combat des ultras d'une « orthodoxie » anachronique ne pourra pas être gagné non plus. L' « intelligentsia » soviétique, à l'exemple des Tchèques qui ne remet pas en cause le régime, mais ce qu'on en a fait, aura un jour le dernier mot. Si le nouveau « coup de Prague » contribue à accélérer fortement, comme c'est possible, ce processus inéluctable de libéralisation, il aura eu au moins un aspect positif.

DERNIERE MINUTE :

M. Dubcek emmené vers une destination inconnue

Trois autres dirigeants l'accompagnent

Prague, 21 août, (A.P.).

M. Alexandre Dubcek, qui avait été placé en internement au siège du comité central du parti à Prague, a été emmené vers une destination inconnue avec trois autres dirigeants à 14 heures, annonce l'agence C.T.K.

L'agence fait état d'un témoignage oculaire non confirmé suivant lequel le premier secrétaire du parti, ainsi que M. Smrkovsky, président du Parlement, le Dr Frantisek Kriegel, membre du comité central et président du front national et M. Josef Spacek, membre du praesidium, ont été placés dans un véhicule blindé de transport des troupes d'occupation et emmenés vers une destination inconnue.

Les troupes russes occupent l'Assemblée nationale

Prague, 21 août, (A. P.).

L'agence C.T.K. annonce que les troupes d'occupation ont pénétré mercredi soir dans le bâtiment de l'assemblée nationale où les députés étaient en séance.

Le praesidium du P. C. tchécoslovaque prisonnier

Tout un réseau de postes clandestins se sont fait entendre au cours de l'après-midi, continuant de tenir la population au courant de la situation et invitant les troupes d'occupation à se rendre compte par elles-mêmes qu'il n'existe aucune menace de contre-révolution.

Ils ont annoncé que le premier secrétaire du P.C. tchécoslovaque, M. Dubcek, le président de l'Assemblée nationale M. Smrkovsky et les membres du praesidium oJsef Spacek et Frantisek Kriegel, étaient prisonniers de paras soviétiques au siège du comité central du parti, sur les rives de la Moldau. Un autre membre progressiste du praesidium, M. Cestmir Cisar, secrétaire du P.C., a été conduit au siège de la police, d'où il a été emmené dans une voiture soviétique vers une destination inconnue. Avant d'être réduits à l'impuissance, les membres du praesidium du P.C. tchécoslovaque avaient fait une démarche auprès de l'ambassadeur soviétique M. V. Tchervonenko, « afin d'établir des contacts et de discuter d'une liberté de mouvement possible en vue d'entretiens avec le gouvernement et le président de la République ».

Ce dernier, M. Svoboda set rouve au château de Prague qui est cerné par des blindés et des fantassins soviétiques.

Tito : « Un rude coup porté aux forces du progrès dans le monde »

« Chez nous, nous devons préserver la paix et le calme »

Belgrade, 21 août (Reuter).

Dans un communiqué publié à Belgrade, le maréchal Tito, chef de l'Etat yougoslave, exprime sa profonde inquiétude de l'entrée de troupes étrangères en Tchécoslovaquie.

« La souveraineté d'un pays socialiste a été violée, dit le communiqué, et un rude coup a été porté aux forces du progrès dans le monde. »

« Les décisions prises en commun par les six à Bratislava ont été annulées unilatéralement et des mesures ont été prises qui, à longue échéance, auront des effets très négatifs sur le mouvement révolutionnaire dans le monde tout entier », a ajouté le maréchal Tito.

« Pendant que je me trouvais à Prague, et au cours de mes entretiens avec les dirigeants tchécoslovaques, avec en tête M. Dubcek, j'ai acquis la conviction qu'il avait été décidé de prévenir toute tentative des éléments anti-socialistes d'entraver le progrès normal de la démocratie et du socialisme en Tchécoslovaquie », a dit encore le président Tito.

Répondant ensuite aux questions du directeur de l'agence Tanyoug, le maréchal Tito a précisé qu'une session du præsidium de la Ligue des communistes yougoslaves se réunirait ce mercredi, et qu'une session du Comité central de la Ligue serait convoquée à son tour vendredi prochain. « C'est à cette session que sera définie notre attitude, tant en ce qui concerne les événements en Tchécoslovaquie que nos problèmes intérieurs. »

« Je pense — et c'est également l'avis des autres camarades du præsidium — que chez nous, nous devons préserver la paix et le calme et que, par conséquent, nous ne devrions tolérer aucune démonstration ni aucune provocation », a déclaré, enfin, le maréchal Tito. « Notre classe ouvrière et notre peuple, dans leur ensemble, ont, en effet, de nombreuses autres possibilités pour exprimer leur indignation contre des actes tels que ceux auxquels nous assistons. »

Bonn qualifie de «scandaleuse» la participation est-allemande à l'agression

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

Bonn, 21 août.

Tandis que Berlin-Est justifie « l'aide apportée aux forces progressistes en Tchécoslovaquie », en déclarant que celle-ci s'est avérée nécessaire « parce qu'un groupe dirigeant du parti communiste tchécoslovaque s'est penché de plus en plus vers la droite » et que « les forces anti-socialistes, inspirées par l'impérialisme ouest-allemand auraient pu poursuivre leurs activités contre-révolutionnaires à partir du sud de la R.D.A. », à Bonn, le Chancelier Kurt Georg Kiesinger a convoqué d'urgence, en réunion extraordinaire, ses ministres et les secrétaires d'Etat aux Affaires étrangères, à la Défense et à l'Intérieur, pour étudier avec eux la situation en Tchécoslovaquie. MM. Willy Brandt (Affaires étrangères) et Schroeder (Défense) actuellement en vacances ont été rappelés.

Dans l'attente d'une déclaration officielle du gouvernement de Bonn, prévue à l'issue du conseil des ministres, le porte-parole adjoint du chancelier Kiesinger a estimé que l'intervention en Tchécoslovaquie « ne facilitera évidemment pas les conversations prévues en M. Karl Schiller, ministre fédéral de l'Economie, et son homologue est-allemand, M. Horst Soelle ». Le principe de cette première rencontre Bonn-Berlin Est à l'échelon ministériel figurait en effet — normalement — à l'ordre du jour du conseil des ministres de ce mercredi. On ignore cependant si le gouvernement prendra position à ce sujet en raison des événements de Tchécoslovaquie, et de l'intervention directe, notamment des troupes de M. Walter Ulbricht.

La participation des troupes est-allemandes à l'intervention militaire en Tchécoslovaquie est qualifiée en effet de « scandaleuse » dans les milieux politiques de Bonn. Rappelant l'entrée des troupes allemandes dans ce pays en 1938, M. Eugen Gerstenmaier, président du Bundestag, a déclaré qu'il déplorait très profondément « qu'une fois de plus des soldats allemands soient mêlés à des événements qui se déroulent en Tchécoslovaquie, et ce, même s'il s'agit d'unités de l'Allemagne de l'Est ».

Tout en soulignant que l'Allemagne fédérale ne s'immiscera pas dans les événements de Tchécoslovaquie, et qu'elle évitera toute prise de position ou initiative « qui pourrait conduire à dramatiser la situation internationale et européenne », M. Gerstenmaier a précisé que deux questions très importantes se posaient maintenant aux Allemands. La première étant de savoir si les événements actuels auront une répercussion sur la situation de Berlin. La deuxième, si des violations volontaires ou involontaires de frontière se produiront.

Pierre M. ROELANDTS.

A GENEVE

Plusieurs fonctionnaires soviétiques de l'O.N.U. se font porter « malades »

Genève, 21 août (A.P.).

Plusieurs hauts fonctionnaires soviétiques des organismes de l'O.N.U. installés à Genève ne se sont pas présentés à leurs bureaux mercredi, après avoir fait savoir qu'ils étaient tombés « malades ».

Réunion extraordinaire du Conseil des ministres

Le gouvernement belge condamne les ingérences de puissances étrangères

M. Eyskens : « Devant ces événements, nos difficultés internes prennent leurs véritables dimensions... »

Les ministres se sont réunis en conseil, mercredi après midi, sous la présidence de M. Eyskens. A l'issue de la réunion, le Premier ministre, qui était entouré de MM. Merlot, vice-Premier ministre, et Scheyven, remplaçant le ministre des Affaires étrangères, a commenté le texte d'un communiqué publié le matin par lequel le gouvernement déclare avoir appris avec consternation l'entrée en Tchécoslovaquie des troupes du pacte de Varsovie. La Belgique, qui a fait des efforts incessants en matière de détente, ne peut que condamner le recours à des méthodes coercitives qui risquent de ranimer le climat de la guerre froide. Il est à craindre que des choses acquises au prix de grands efforts soient compromises. Il faut condamner le recours à la force et l'ingérence de puissances étrangères dans la politique intérieure des Etats.

M. Eyskens a signalé que des contacts permanents sont établis avec l'ambassade de Belgique à Prague et que toutes les dispositions nécessaires ont été prises afin d'aider les touristes et les ressortissants belges pour autant que le besoin s'en fasse sentir.

Le Premier ministre a livré ensuite une réflexion personnelle.

« Notre population, a-t-il dit, doit réfléchir à la valeur inestimable qu'il y a pour nous de vivre dans un pays où la liberté est respectée et le niveau de vie élevé. Si on y réfléchit, nos difficultés internes prennent leurs véritables dimensions qui sont relativement petites comparées aux événements internationaux. »

Plusieurs questions sont posées à M. Eyskens. On apprend ainsi qu'au cours de l'entretien que l'ambassadeur de l'U. R. S. S. a eu avec lui et avec M. Scheyven, les deux ministres ont eu l'occasion de donner un commentaire au sujet du communiqué gouvernemental de ce matin. Une action des petits pays n'est pas envisagée. M. Harmel doit rentrer dans la soirée, et M. Vermeylen se trouve actuellement en Tchécoslovaquie. « Il aura été un témoin oculaire des événements et on pourra donc lui poser des questions à son retour », a dit M. Eyskens.

Au cours de leur réunion d'aujourd'hui, les ministres se sont presque exclusivement occupés de problèmes internationaux.

Le Premier ministre a admis encore que les événements pourraient renforcer l'O.T.A.N. Il va falloir réfléchir, a-t-il ajouté, sur la nécessité de garder et de respecter une organisation qui donne des garanties pour la sécurité de notre pays.

Les ministres pourraient se réunir à nouveau, vendredi, afin de délibérer sur la demande de convocation des commissions des Affaires étrangères.

P. B.

Les Belges voyageant en Tchécoslovaquie sont en bonne santé

Le ministère des Affaires étrangères communique :

D'après les informations communiquées par l'ambassade de Belgique à Prague, les ressortissants belges, séjournant actuellement en Tchécoslovaquie et dont un grand nombre a pris contact avec l'ambassade, sont en bonne santé. Il leur a été conseillé de ne pas modifier leurs plans pour le moment et d'attendre que les frontières soient de nouveau ouvertes.

Ainsi, l'organisation de jeunesse tchécoslovaque a fait savoir que les Belges (8 enfants et un adulte) qui se trouvent aux camps de jeunesse de Sec, et(10 enfants et un adulte), de Sitno, resteront comme prévu en Tchécoslovaquie jusqu'au 27 août.

L'ambassade de Belgique à Prague restera en contact avec eux.

Pas d'avions « Sabena » pour Prague et Budapest ce jeudi

Le survol de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie étant temporairement interdit, la Sabena a décidé de retarder de 24 heures le service à destination de Prague et de Budapest, qui était prévu pour jeudi.

La R. F. A. rejette l'accusation soviétique qui fait d'elle l'instigatrice des événements

Bonn, 21 août (A. F. P.).

« La République fédérale considère que l'action des cinq pays du pacte de Varsovie constitue une violation du droit international et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes », a déclaré le porte-parole du gouvernement, à l'issue du Conseil des ministres, exclusivement consacré à l'affaire tchécoslovaque.

La R. F. A. rejette résolument l'accusation soviétique selon laquelle la R. F. A. aurait été l'instigatrice des événements qui ont amené à l'intervention en Tchécoslovaquie, et prend note de la déclaration du gouvernement soviétique que l'intervention reste limitée seulement au territoire de la Tchécoslovaquie », a ajouté le porte-parole.

En réponse à une question, il a indiqué que « d'une façon générale, le gouvernement allemand s'en tenait à son désir d'entretenir de bonnes relations avec tous les peuples».

Manifestation pro-tchécoslovaque, à Bonn

Bonn, 21 août. (D.P.A.)

Des manifestations ont eu lieu mercredi devant l'ambassade de l'U.R.S.S. à Bonn. Environ 150 étudiants ont réussi à immobiliser la voiture de l'ambassadeur, M. Tsarapkine. Ils criaient « Assassin » et « Liberté pour la Tchécoslovaquie ». La police, qui a dû demander des renforts, n'a pu dégager l'auto du diplomate qu'après une dizaine de minutes.

Certains jeunes gens s'étaient couchés devant le véhicule et durent être emmenés de force. De nouveaux manifestants arrivent, scandant le nom de M. Dubcek.

A un moment, les étudiants ont même barré la route à la voiture de l'ambassadeur soviétique, M. Semyon Tsarapkine, qui se rendait à Bonn pour rencontrer le chancelier Kiesinger.

En fin d'après-midi, comme environ 1.500 manifestants étaient réunis autour de l'ambassade, trois fenêtres du bâtiment ont été brisées par des jets de projectiles.

De nouveaux renforts de police ont été dépêchés sur les lieux.

Un convoi d'occupants traverse la place de l'ancienne ville où est érigée la statue de Jan Hus. Le bâtiment que l'on voit à l'arrière arbore, sur la gauche de sa façade, un calicot annonçant une exposition de l'art soviétique des « années 20 ». (Téléphoto.)